MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Maroc

Une publication du SER de Rabat
3 au 14 février 2025

Le chiffre à retenir

14,8 Mds EUR

COMMERCE FRANCE-MAROC 2024

Selon les données des douanes françaises, les échanges commerciaux ont progressé de +6 % en 2024 pour atteindre 14,8 Mds EUR soit leur record historique. Avec des échanges qui ont plus que doublé en dix ans, le Maroc est de loin notre premier partenaire en Afrique et le deuxième dans la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO) après la Turquie. Illustration du caractère équilibré de nos relations, la balance commercial ressort en léger excédent de +47 M EUR pour la France (après dix ans d'excédent en faveur du Maroc).

Les exportations françaises vers le Maroc progressent de +13 % à 7,4 Mds EUR avec un repli sur le poste « produits agricoles (-2 % en lien avec une mauvaise récolte côté français et une forte concurrence du blé russe) qui contraste avec le dynamisme des flux au sein des écosystèmes industriels marocains intégrant des acteurs français : matériels de transport (+22 %), chimie (+33 %), équipements (+12 %), agroalimentaire (+8 %). Premier client de la France en Afrique, le volume des exportations vers le Maroc est équivalent à celui réalisé avec l'Inde.

Les importations en provenance du Maroc s'élèvent à 7,4 Mds EUR en léger repli de -0,4% sur l'année mais en progression de +50% sur cinq ans et de +80% sur dix ans. Les trois premiers postes d'importation connaissent des évolutions contrastées : repli pour les véhicules (-3,9%) après une année 2023 historique avec des flux qui représentent toujours 40% des exportations du Maroc vers la France et illustrent l'interconnexion entre nos bases industrielles ; nouvel essor pour les produits agricoles (+4,4%) ; stagnation pour le textile (+0,3%). Premier fournisseur africain de la France, les importations du Maroc représentent, à titre de comparaison, l'équivalent de celles du Canada et du Brésil additionnées.

ZOOM

Le FMI conclut ses consultations au titre de l'article IV sur une note positive

Le Fonds Monétaire International (FMI) a mené, entre le 27 janvier et 7 février, ses consultations au titre de l'article IV, qui est la mission annuelle de suivi de l'économie nationale de ses pays membres. Le communiqué final relève que la croissance économique du Maroc devrait s'accélérer à 3,9 % en 2025 portée par la dynamique d'investissement générée par le lancement de grands chantiers (Coupe du Monde 2030, transition écologique), qui soutiendra la demande intérieure. A noter que la réalisation de cette prévision dépendra, comme tous les ans, des performances de la campagne agricole qui ne peuvent être évaluées avec précision à ce stade de l'année.

Les services du FMI estiment que la politique monétaire de Bank Al-Maghrib (BAM) est appropriée, le taux d'inflation se stabilisant autour de 2 % en 2025 (alors qu'il se situe toujours à +10 % en moyenne dans la région ANMO). Pour mémoire, le taux directeur de la banque centrale a été ramené à 2,5 % en décembre 2024. Le FMI souligne également que les réformes récentes du système fiscal (TVA, IS, IR) ont permis consolider les recettes fiscales domestiques, contribuant à la réduction du déficit budgétaire (4,1 % en 2024 contre 4,3 % en 2023) et à la stabilisation de l'endettement public (69,1 % du PIB estimés en 2024).

S'agissant des défis structurels de l'économie marocaine, les services du FMI appellent à renforcer les politiques de l'emploi en accompagnant la réallocation sectorielle des emplois agricoles fortement exposés au changement climatique. Enfin, le FMI salue les réformes réalisées pour stimuler l'investissement privé, à travers le Fonds Mohammed VI pour l'investissement et la nouvelle Charte de l'Investissement adoptée en 2022, tout en appuyant sur la nécessité d'assurer la neutralité de marché entre les entreprises publiques et privées.

Si le rapport final ne sera connu que dans quelques semaines, cette première évaluation confirme la vision positive des services du FMI sur les fondamentaux macroéconomiques du Maroc. Cette appréciation est d'autant plus importante qu'elle permet de garantir un accès privilégié aux financements internationaux, tant sur les marchés qu'auprès de bailleurs de fonds. A titre d'illustration, le FMI avait octroyé, en avril 2023, une ligne de crédit modulable (LCM) pour un plafond de 5 Mds USD, qui est habituellement réservée à des pays au niveau de développement supérieur (Mexique, Pologne, etc.).

Activités macroéconomiques & financières

Marché du travail : malgré la création de 82 000 emplois, le taux de chômage augmente à 13,3 % en 2024

Selon le Haut-Commissariat au Plan, dans son dernier rapport sur la situation du marché du travail en 2024, le taux de chômage atteint un nouveau pic à 13,3 %, contre 13 % un an auparavant et 11,8 % en 2022. Si cette hausse concerne l'ensemble de la population, elle reste plus marquée pour les jeunes de 15-24 ans, dont le taux de chômage atteint désormais 36,7 % (dont 48,4 % en milieu urbain). L'économie marocaine pâtit d'une situation de stress hydrique structurel, qui affecte sévèrement le secteur agricole avec la destruction de 137 000 emplois en 2024 (près d'1 million d'emplois ont été détruits dans le secteur entre 2008 et 2023). Au total, la création nette d'emplois atteint 82 000 postes en 2024 (contre -157 000 en 2023), grâce aux secteurs des services (160 000 emplois), de l'industrie (46 000) et du BTP (13 000). L'un des principaux défis du marché du travail marocain réside dans le processus de réallocation de la main d'œuvre agricole vers des secteurs plus productifs.

Echanges extérieurs : creusement du déficit commercial, mais des entrées de devises dynamiques en 2024

Porté par un rebond de la demande intérieure, le déficit commercial se creuse à 306,5 Mds MAD en 2024 (environ 29,5 Mds EUR ; +7,3 % par rapport à 2023). En dépit des performances des principaux postes d'exportations du Maroc – automobile (+6,3 % à 157 Mds MAD), phosphates (+13,1 % à 86,7 Mds MAD), agriculture (+3,1 % à 85,8 Mds MAD) ou aéronautique (+14,9 % à 26,5 Mds MAD), les importations ont augmenté à un rythme plus rapide (+6,4 %), en particulier pour les produits chimiques et les matériels de transports.

Parallèlement, le Maroc a bénéficié de rentrées de devises dynamiques : 112,5 Mds MAD (+7,5 %) de recettes touristiques avec une année record en termes de visiteurs (17,4 millions), 117,7 Mds MAD (+2,1 %) en transferts de fonds de la diaspora, et une forte attractivité pour les investisseurs étrangers avec des flux nets d'IDE atteignant 17,2 Mds MAD (+55,2 %). Ces fonds permettent au Royaume de constituer des réserves de change robustes (375,4 Mds MAD à fin 2024 ; 5 mois et 8 jours d'importations), assurant la stabilité de sa monnaie et réduisant son besoin de financement extérieur.

Financement de l'économie : Africinvest lance un nouveau fonds pour soutenir les PME africaines

La société d'investissement Africinvest a annoncé le lancement du fonds « Small Cap Fund » dédié à l'accompagnement des PME sur le continent africain, dont le Maroc qui pourrait représenter près de 30 % des fonds (cible fixée à 120 M EUR). Le Fonds a d'ores et déjà attiré l'attention des investisseurs internationaux, notamment avec une participation de 10 M EUR de Proparco (groupe AFD) et de 15 M EUR de la Société Financière Internationale (groupe Banque mondiale). Africinvest prévoit également de lancer, d'ici juin 2025, son nouvel instrument « Build-up Fund » qui accompagnera spécifiquement les PME marocaines, en co-investissement avec le Fonds Mohammed VI pour l'investissement.

Marchés financiers : émission d'une obligation verte de 2 Mds MAD par l'ONCF

L'Office national des chemins de fer (ONCF) a annoncé avoir émis une obligation verte de 2 Mds MAD, adossée au nouveau mécanisme de garantie publique Tamwilcom (SNGFE). Après une première sortie en 2022, qui fut la première obligation verte émise dans le secteur des infrastructures au Maroc, cette nouvelle opération a pour vocation, en lien avec les objectifs du contrat-programme 2019-2025 conclu avec l'Etat, de refinancer les emprunts de l'ONCF réalisés dans le cadre de son programme d'investissement (acquisition de matériel roulant, extension et modernisation du réseau ferroviaire, etc.). Cette émission a suscité l'intérêt des investisseurs, avec une souscription dépassant 5 fois l'offre initiale (environ 10,5 Mds MAD), incluant notamment une participation de la BERD de 400 M MAD.

Plus largement, l'opération répond au besoin de financement croissant de l'ONCF dans le cadre de la mise en œuvre du « Plan Rail Maroc 2040 » (375 Mds MAD d'investissements estimés) et de l'organisation de la Coupe du Monde 2030 (87 Mds MAD d'investissements prévus pour l'extension de la LGV vers Marrakech ou encore la densification du réseau urbain – RER).

Marchés financiers : levée de 300 M USD par le groupe OCP en faveur de son programme d'investissement vert

Le groupe OCP, premier exportateur mondial de phosphates, a annoncé, le 4 février, avoir émis un emprunt obligataire de 300 M USD sur les marchés financiers internationaux. Cette opération « Tap Issue » est liée à l'émission de 2 Mds USD réalisée en mai 2024, qui permettait de lever des obligations supplémentaires dans la limite de 30 % du montant initial et dans un délai de 12 mois suivant la première émission. Elle se décompose en deux tranches : (i) 75 M USD à 6,75 % avec une échéance en 2034 ; (ii) 225 M USD à 7,5 % avec une échéance en 2054. L'emprunt permettra d'accélérer le déploiement du programme d'investissements verts de 12 Mds USD sur 2023-2027, qui vise l'accroissement de la production d'engrais vert en faisant levier sur les énergies renouvelables et l'optimisation des ressources hydriques (dessalement, réutilisation des eaux usées).

Grands projets, environnement, industries

Energie : Somagec signe un MoU de 1,3 Md USD pour la construction de lignes à haute tension en Angola

Le groupe marocain Somagec a signé un mémorandum d'entente de 1,3 Md USD avec le gouvernement angolais pour construire des lignes à haute tension et des sous-stations électriques de nouvelle génération. Ce projet vise à renforcer le réseau électrique angolais et à faciliter son intégration au marché régional, notamment en reliant l'Angola à la République démocratique du Congo. Les nouvelles infrastructures permettront de transporter l'énergie vers le Southern African Power Pool (SAPP) et de desservir de nouvelles zones de consommation en Angola. Cette initiative pourrait générer jusqu'à 750 M USD de revenus annuels et illustre l'espansion de grands groupes marocains vers l'Afrique. Autre exemple de cette projection africaine, Managem, groupe minier marocain, a conclu un partenariat avec la société canadienne, Barrick Gold Corporation, pour explorer des gisements d'or au Sénégal.

Numérique : la CGEM lance « Génération AI : Booster 1 000 PME marocaines »

La Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), en partenariat avec la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) et LinkedIn, a lancé l'initiative « Génération AI : Booster 1 000 PME Marocaines » le 3 février 2025. Ce programme vise à accompagner 1 000 PME marocaines dans l'adoption de l'IA en leur fournissant des licences d'apprentissage exclusives sur LinkedIn, couvrant des thématiques telles que l'innovation, le développement durable et la stratégie digitale. L'Association des Femmes Entrepreneurs du Maroc (AFEM) et le Technopark sont également associés à cette initiative, pour maximiser les retombées vers la communauté entrepreneuriale marocaine. Ce projet intervient au lendemain d'un sondage réalisé par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) du Maroc, qui révèle que 84,8 % des Marocains considèrent l'IA comme un levier d'amélioration de leur quotidien, notamment en matière d'éducation et de santé. 71,5 % des sondés ont déjà utilisé des outils d'IA, tels que des générateurs de texte comme ChatGPT.

Présence française : la France à l'honneur de la 7ème édition du salon « Halieutis » à Agadir et du sommet de la mobilité durable « Green Impact Expo » à Casablanca

La rencontre internationale biennale du secteur de la pêche s'est tenue à Agadir du 5 au 9 février sous le thème « Recherche et innovation pour un secteur halieutique durable ». La France a été mise à l'honneur de cette 7ème édition avec une vingtaine d'entreprises présentes ou représentées. L'Ambassadeur de France, M. Christophe Lecourtier, et le Chef du Gouvernement, M. Aziz Akhanouch, sont allés à la rencontre de ces entreprises présentes notamment sur l'Espace France organisé par la CFCIM (Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc) et le stand de Aguila Technologies, qui déploie un projet de sécurisation de la pêche grâce à une subvention FASEP de la DG Trésor.

La France a également été mise à l'honneur du « Green Impact Expo » qui s'est déroulé à Casablanca du 11 au 13 février. Ce premier sommet dédié à la mobilité durable et aux solutions de décarbonation en Afrique, a réuni décideurs politiques et représentants du secteur privé afin de créer de nouvelles synergies en vue de l'organisation de la Coupe du Monde de football en 2030.

Energies renouvelables : Le fonds allemand PtX soutient un projet de production de 100 000 tonnes d'ammoniac vert porté par Hydrojeel pour 30 M EUR

Le fonds d'investissement allemand PtX a accordé une subvention de 30 M EUR à Hydrojeel, filiale d'Innov X (groupe OCP), pour soutenir un projet visant à produire 100 000 tonnes d'ammoniac vert par an d'ici fin 2026. Ce projet sera implanté dans la zone industrielle de Jorf, au port de Jorf-El Jadida. L'ammoniac vert, produit à partir d'hydrogène issu d'énergies éolienne et solaire, servira à la production d'engrais. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie du groupe OCP visant à atteindre une production d'1 M de tonnes d'ammoniac vert d'ici 2027 et 3 M de tonnes d'ici 2032, réduisant ainsi la dépendance du Maroc aux importations d'engrais conventionnels et favorisant une production plus durable.

Energies renouvelables : Saint-Gobain Maroc investit dans l'énergie éolienne pour son usine de Kénitra

Saint-Gobain Sekurit Maroc a conclu un accord de 20 ans avec Énergie Éolienne du Maroc (EEM), filiale du Groupe Nareva, pour fournir 35 GWh d'électricité éolienne par an à son site de production de Kénitra. Cet approvisionnement couvrira 90 % des besoins énergétiques de l'usine et permettra de réduire les émissions de CO2 de 25 000 tonnes par an.

En complément, l'entreprise prévoit d'installer des panneaux solaires sur les toits de l'usine d'ici l'été 2025, portant ainsi la part d'électricité verte à 95 %. Ces initiatives s'inscrivent dans la stratégie de décarbonation de Saint-Gobain, qui vise la neutralité carbone d'ici 2050.

Indicateurs macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	2,9 %	-	-	1,5 %	-	-
FMI	2,8 %	1,5 %	13,2 %	2 %	4,1 %	69,1 %
Bank Al-Maghrib	3 %	0,9 %	-	1 %	-	-
Haut-Commissariat au Plan	3 %	0,9 %	13,3 %	1,5 %	3,5 %	69,8 %

Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	3,9 %	3,8 %	-	1,5 %	-	-
FMI	3,6 %	2,3 %	12,6 %	1,5 %	3,8 %	68,3 %
Bank Al-Maghrib	-	-	-	-	-	-
Haut-Commissariat au Plan	3,8 %	-	-	1,5 %	3,9 %	69,9 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr